

	Nombre total de cessations d'activité (sauf pour cause d'incendie)	Montant des versements à à recouvrer (en milliers de \$)
2. a) En Colombie-Britannique		
(i) Nouvelles industries*	2	219
(ii) Agrandissement d'industries existantes**	—	—
b) Dans le reste du Canada		
(i) Nouvelles industries*	101	10,328
(ii) Agrandissement d'industries existantes**	10	227

*Par nouvelles industries, on entend: a) nouvel établissement b) agrandissement en vue d'un nouveau produit c) agrandissement et nouvel établissement d) agrandissement et agrandissement en vue d'un nouveau produit e) modernisation et nouvel établissement f) modernisation et agrandissement en vue d'un nouveau produit g) nouvel établissement et agrandissement en vue d'un nouveau produit h) agrandissement, modernisation, nouvel établissement i) modernisation, nouvel établissement et agrandissement en vue d'un nouveau produit j) agrandissement, nouvel établissement, agrandissement en vue d'un nouveau produit k) agrandissement, modernisation, agrandissement en vue d'un nouveau produit l) agrandissement, modernisation, nouvel établissement, agrandissement en vue d'un nouveau produit.

**Par agrandissement d'industries existantes, on entend: a) agrandissement b) modernisation et c) agrandissement et modernisation.

LES PRÊTS DE LA SCHL À LA SHQ POUR LE COMTÉ D'ABITIBI

Question n° 4610—M. Laprise:

La Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle consenti un prêt à la province de Québec pour la construction de foyers d'hébergement pour personnes âgées à La Sarre, Amos et Palmarolle et, dans l'affirmative, a) quand, b) de combien?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): La Société centrale d'hypothèques et de logement me fournit les renseignements suivants: La Société centrale a consenti des prêts à la Société d'habitation du Québec en vue de financer la construction de logements destinés à des personnes âgées dans les villes d'Amos et de La Sarre, de même que dans la municipalité de Palmarolle, de la façon suivante:

Municipalité	Date d'approbation	Nombre de logements	Places de foyer	Milliers de \$
Amos	décembre 1968	—	175	1,225
	mai 1969	10	78	726
La Sarre	septembre 1966	4	38	291
Palmarolle	mai 1969	—	29	203

LA DÉFENSE NATIONALE—LES ACCIDENTS ET BLESSURES IMPUTABLES À L'ARME ANTI-CHAR M-72

Question n° 4613—M. Whiteway:

Des membres des Forces armées ont-ils été blessés dans des accidents dus à l'arme légère antichar M-72 et, dans l'affirmative, a) combien, b) combien ont perdu des membres ou des parties de membres?

Questions au Feuilleton

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Oui. a) Deux. b) Un.

LA COMMISSION DES SUBVENTIONS DU MEER

Question n° 4775—M. MacKay:

Qui sont les membres de la Commission des subventions au développement régional?

M. Cliff McIsaac (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): La réponse en ce qui concerne le ministère de l'Expansion économique régionale est la suivante: M. J. D. Love, Président, Sous-ministre Expansion économique régionale; M. M. R. Daniels, Sous-ministre adjoint, Planification et coordination, Expansion économique régionale; M. A. M. Guérin, Sous-ministre adjoint, Ministère de l'Industrie et du Commerce; M. J. L. Manion, Premier sous-ministre adjoint, Direction des services de main-d'œuvre aux employeurs, Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration; M. L. Edgeworth, Sous-ministre adjoint, Service de la protection de l'environnement, Ministère de l'Environnement; M. E. A. Oestreicher, Directeur général, Direction des programmes économiques et des finances de l'État; M. G. Howarth, Sous-commissaire, Agence d'examen de l'investissement étranger.

LA DÉFENSE NATIONALE—LES LOGEMENTS POUR MILITAIRES À GAGETOWN

Question n° 4912—M. Howie:

Le ministère de la Défense nationale a-t-il désigné cent unités de logement pour militaires de la BFC de Gagetown comme étant en excédant des besoins du Ministère et ces unités ont-elles été mises en vente et, dans l'affirmative, à quel prix?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Oui. Ces unités n'ont cependant pas été mises en vente.

LES GRÈVES ET LOCK-OUTS DANS LA FONCTION PUBLIQUE—LES PERTES

Question n° 4922—M. Caouette (Témiscamingue):

1. De janvier jusqu'à maintenant, combien de jours-hommes ont été perdus globalement dans la Fonction publique, à la suite de grèves ou de lock-out?

2. Quels sont a) le nombre d'arrêts de travail, b) la quantité de jours-hommes perdus dans chacune des provinces, c) le nombre de personnes en cause dans chacun de ces arrêts de travail, d) l'augmentation moyenne des revenus de chacun des groupes intéressés, à la suite de ces arrêts de travail?

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):

1. Aucun.

2. Sans objet.

L'EMBAUCHAGE D'ÉTUDIANTS PAR LES CENTRES DE MAIN-D'ŒUVRE

Question n° 4940—M. Reynolds:

1. Combien d'employés les Centres de main-d'œuvre pour étudiants avaient-ils dans tout le Canada en 1975?